

IFJ Lex

Édition périodique : 26 novembre 2021

© 2021 Institut de Formation Judiciaire



Infos générales concernant la newsletter juridique 'IFJ Lex'

Au travers de cette lettre d'information périodique, l'Institut de Formation Judiciaire (IFJ) souhaite vous informer de la législation (imminente) et des activités au sein des différents arrondissements judiciaires ainsi que des autorités nationales et internationales partenaires.

L'objectif de ces actualités est de vous donner un aperçu des informations et documents en circulation dans le monde judiciaire et d'améliorer le partage de connaissances entre les autorités judiciaires.

Langue

Certains documents ne sont disponibles qu'en néerlandais, en français ou en anglais.

Rubriques

Les rubriques clés peuvent différer d'une newsletter à l'autre selon les informations reçues.

Banque de données IFJ Lex

Souhaitez-vous retrouver tout le contenu de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex' dans un seul endroit ? C'est dorénavant possible via notre nouvelle '[banque de données juridiques IFJ Lex](#)', dans laquelle nous rassemblons toutes les informations provenant de notre lettre d'information juridique 'IFJ Lex'. Cette banque de données vous permettra de consulter les versions précédentes de la lettre d'information juridique ainsi que les informations et documents y figurant.

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.

L'IFJ est actif sur Twitter

Dorénavant, l'IFJ est également actif sur Twitter. Par ce canal, nous souhaitons d'une part faire connaître notre offre de formations auprès de groupes cibles spécifiques qui ne sont pas actuellement magistrats professionnels et membres du personnel judiciaire, et d'autre part diffuser des informations générales comme l'IFJ Lex, le rapport annuel ou d'autres mises à jour telles que mesures contre le coronavirus.

Vous pouvez suivre notre compte Twitter ici: https://twitter.com/igo_ifj

Tables des matières

Actualités des hautes juridictions	4
1. Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH)	4
2. Cour de justice	4
3. Cour constitutionnelle	7
Actualités des cours et tribunaux	7
Cour d'appel d'Anvers	7
Universités – Barreaux – Associations - Autres	8
1. Universités	8
2. Autres	8
Actualités du Parlement	8
1. La justice et la Chambre des représentants	8
2. Autres législations - liens utiles.....	9
Autres institutions nationales, européennes et internationales	10
1. Législation européenne – liens statiques.....	10
Contact	10

Actualités des hautes juridictions

1. Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) (<http://www.echr.coe.int>)

Actualités de la CEDH

Notes d'information en français et en anglais sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)

- [Note d'information CEDH n°255](#)

Fiches d'informations sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme

- [Fiches d'information 2021 \(dernière mise à jour du 27 août 2020\)](#)

Rechercher et comprendre la jurisprudence

- [Rechercher et comprendre la jurisprudence](#)
- [Finding and understanding the case law \(EN\)](#)

2. Cour de justice (www.curia.europa.eu)

Lettre d'information de la Cour de justice

Il s'agit d'une lettre d'information périodique de la Cour de justice de l'Union européenne présentant certaines affaires pendantes et reprenant les points-clés des arrêts et des conclusions.

- [Lettre d'information 25 au 29 octobre 2021](#)
- [Lettre d'information 8 au 12 novembre 2021](#)
- [Lettre d'information 15 au 19 novembre 2021](#)
- [Nieuwsalert 9 november 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 16 november 2021 \(NL\)](#)
- [Nieuwsalert 23 november 2021 \(NL\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 1. – 19. November 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 15. – 26. November 2021 \(DE\)](#)
- [Gerichtshof der Europäischen Union 22. November – 3. Dezember 2021 \(DE\)](#)

Sélection d'arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour

Arrêts, conclusions et avis rendus par la Cour avec mise en évidence des affaires pour lesquelles la Belgique est partie.

- [C-428&429/21 PPU](#) – Arrêt du 26/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d'urgence – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d'arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Article 27, paragraphe 3, sous g), et paragraphe 4 – Demande de consentement à des poursuites pour d'autres infractions que celles ayant justifié la remise – Article 28, paragraphe 3 – Demande de consentement à une remise ultérieure de la personne concernée à un autre État membre – Article 47 de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne – Droit à une protection juridictionnelle effective – Droit de la personne concernée d'être entendue par l'autorité judiciaire d'exécution – Modalités
- [C-498/20](#) – Conclusions du 28/10/2021 – Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière civile – Compétence judiciaire et exécution des décisions en matière civile et commerciale – Compétence en matière non contractuelle – Action introduite par le curateur contre un tiers dans l'intérêt des créanciers – Localisation du fait dommageable – Intervention d'un tiers en vue de défendre des intérêts collectifs
- [C-319/19](#) – Arrêt du 28/10/2021 - Renvoi préjudiciel – Coopération judiciaire en matière pénale – Directive 2014/42/UE – Champ d'application – Législation nationale prévoyant la confiscation des avoirs illégalement acquis en l'absence d'une condamnation pénale
- [C-479/21 PPU](#) – Conclusions du 9/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Protocole n° 21 au traité UE – Coopération judiciaire en matière pénale – Décision-cadre 2002/584/JAI – Mandat d'arrêt européen – Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique – Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part – Bases juridiques – Article 50 TUE – Article 217 TFUE
- [C-479/21 PPU](#) – Arrêt du 16/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Procédure préjudicielle d'urgence – Article 50 TUE – Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique – Article 217 TFUE – Accord de commerce et de coopération avec le Royaume-Uni – Protocole (no 21) sur la position du Royaume-Uni et de l'Irlande à l'égard de l'espace de liberté, de sécurité et de justice – Coopération judiciaire en matière pénale – Mandat d'arrêt européen – Décision-cadre 2002/584/JAI – Maintien par l'accord de retrait, à titre transitoire, du régime du mandat d'arrêt européen à l'égard du Royaume-Uni – Application à un mandat d'arrêt européen des dispositions relatives au mécanisme de remise institué par l'accord de commerce et de coopération avec le Royaume-Uni – Régimes contraignants pour l'Irlande
- [C-748à754/19](#) – Arrêt du 16/11/2021 - Renvoi préjudiciel – État de droit – Indépendance de la justice – Article 19, paragraphe 1, second alinéa, TUE – Réglementation nationale prévoyant la possibilité pour le ministre de la Justice de déléguer des juges auprès de juridictions de degré supérieur et de révoquer ces délégations – Formations de jugement en matière pénale incluant des juges délégués par le ministre de la Justice – Directive (UE) 2016/343 – Présomption d'innocence
- [C-91/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 9/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Politique commune en matière d'asile et de protection subsidiaire – Normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale – Directive 2011/95/UE – Articles 3 et 23 – Normes plus favorables pouvant être maintenues ou adoptées par les États membres aux fins d'étendre le bénéfice du droit d'asile ou de la protection subsidiaire aux membres de la famille du bénéficiaire

d'une protection internationale – Octroi, à titre dérivé, du statut de réfugié d'un parent à son enfant mineur – Maintien de l'unité familiale – Intérêt supérieur de l'enfant

- [C-485/20 \(affaire belge\)](#) – Conclusions du 11/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Politique sociale – Directive 2000/78/CE – Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail – Interdiction de toute discrimination fondée sur un handicap – Personne accomplissant un stage dans le cadre de son recrutement – Travailleur définitivement inapte à occuper le poste de travail auquel il a été affecté – Article 5 – Aménagements raisonnables – Obligation de l'employeur de réaffecter ce travailleur à un autre poste de travail pour lequel il est compétent, capable et disponible – Charge disproportionnée
- [C-91/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 9/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Politique commune en matière d'asile et de protection subsidiaire – Normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale – Directive 2011/95/UE – Articles 3 et 23 – Normes plus favorables pouvant être maintenues ou adoptées par les États membres aux fins d'étendre le bénéfice du droit d'asile ou de la protection subsidiaire aux membres de la famille du bénéficiaire d'une protection internationale – Octroi, à titre dérivé, du statut de réfugié d'un parent à son enfant mineur – Maintien de l'unité familiale – Intérêt supérieur de l'enfant
- [C-413/20 \(affaire belge\)](#) – Arrêt du 18/11/2021 - Renvoi préjudiciel – Transports aériens – Règlement (UE) no 1178/2011 – Exigences techniques et procédures administratives applicables au personnel navigant de l'aviation civile – Annexe I, appendice 3, point A, paragraphes 9 et 10 – Cours de formation pour la délivrance d'une licence de pilote commercial – Formation en vol – Temps aux instruments au sol – Calcul – Entraînement sur simulateur – Examen pratique – Principe de sécurité juridique – Limitation dans le temps des effets d'un arrêt rendu à titre préjudiciel

Décisions de renvoi à la CJUE émanant de magistrats belges et étrangers (questions préjudicielles)

- [Juridiction de renvoi : Cour de cassation](#)
Date de la décision de renvoi : 10 septembre 2021
Date de dépôt : 3 novembre 2021

L'article 17, paragraphe 2, a), premier tiret, de la directive 86/653/CEE du Conseil du 18 décembre 1986 relative à la coordination des droits des États membres concernant les agents commerciaux indépendants, doit-il être interprété en ce sens que, dans une situation telle que celle en cause, l'indemnité d'éviction due à l'agent principal dans la mesure de la clientèle apportée par le sous-agent n'est pas « un avantage substantiel » procuré à l'agent principal ?

- [Juridiction de renvoi : Conseil d'Etat](#)
Date de la décision de renvoi : 14 septembre 2021
Date de dépôt : 30 septembre 2021

1. Dans le cadre de l'examen de la notion de personne à charge au sens de l'article 2, 2), d) de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE, y a-t-il lieu de tenir compte de la situation d'un demandeur qui se trouve déjà sur le territoire de l'État dans lequel est établi le regroupant ?

2. En cas de réponse positive à la première question, y a-t-il lieu d'établir une différence de traitement entre le demandeur qui se trouve régulièrement sur le territoire de cet État et le demandeur qui s'y trouve irrégulièrement ?

3. L'article 2, 2), d) de la directive 2004/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au droit des citoyens de l'Union et des membres de leurs familles de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États membres, modifiant le règlement (CEE) n° 1612/68 et abrogeant les directives 64/221/CEE, 68/360/CEE, 72/194/CEE, 73/148/CEE, 75/34/CEE, 75/35/CEE, 90/364/CEE, 90/365/CEE et 93/96/CEE doit-il être interprété en ce sens que pour pouvoir être considéré comme étant à charge et relever ainsi de la définition de "membre de la famille" visée par cette disposition, l'ascendant direct se prévaut d'une situation de dépendance matérielle réelle dans le pays d'origine établie par des documents qui, au moment où est introduite la demande de carte de séjour en tant que membre de la famille d'un citoyen européen, ont toutefois été délivrés depuis plusieurs années, au motif que le départ du pays d'origine et le dépôt de la demande de carte séjour dans l'État membre d'accueil ne sont pas concomitants dans le temps ?

4. En cas de réponse négative à la troisième question, quels sont les critères permettant d'apprécier la situation de dépendance matérielle d'un demandeur qui demande à pouvoir rejoindre un citoyen européen ou son partenaire, en qualité d'ascendant, sans avoir pu bénéficier d'un titre de séjour sur la base d'une demande introduite dans la foulée de son départ du pays d'origine ? ».

3. Cour constitutionnelle (<http://www.const-court.be/>)

Arrêts de la Cour constitutionnelle

- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 28 octobre 2021](#)
- [Arrêts de la Cour constitutionnelle – 18 novembre 2021](#)

Actualités des cours et tribunaux

Cour d'appel d'Anvers

Cour d'appel d'Anvers

Aperçu de la documentation récemment publiée concernant la législation, la doctrine, la jurisprudence en matière de droit pénal de la Cour d'appel d'Anvers.

- [Aperçu de la documentation pénale \(édition 166\) \(septembre-octobre 2021\) \(NL\)](#)

Universités – Barreaux – Associations - Autres

1. Universités

Université Catholique de Louvain

- [Cahiers de l'EDM – 31 octobre 2021](#)

Université de Liège

- [Newsletter n°23](#)
- [E-News de l'Université de Liège - Novembre 2021](#)

2. Autres

Sélection d'arrêts de la CJUE par Rechtspraak.nl

Aperçu global de la jurisprudence européenne

- [Rechtspraak Europa \(november 2021\) \(NL\)](#)

Actualités du Parlement

1. La justice et la Chambre des représentants

Compte-rendu de la Commission justice

Le « Compte-rendu analytique » est un résumé des débats

- [Compte-rendu intégral de la Commission de la Justice \(27 octobre 2021\)](#)
- [Compte-rendu analytique de la Commission de la Justice \(10 novembre 2021\)](#)

Questions et réponses parlementaires (3ième session de la 55e législature)

Divers projets de loi et questions d'actualité destinés au gouvernement au sein de la commission de la Justice

- [Questions et réponses parlementaires \(6 octobre 2021\)](#)

Note de politique générale

- [Note de politique générale – 29 octobre 2021](#)

2. Autres législations - liens utiles

Liens statiques

- [Justel](#)
- [lube!](#)

Important : En ce qui concerne l'utilisation de Jure-Juridat :

- [Le nouveau moteur de recherche JUPORTAL remplace Jure-Juridat](#)
- [Moniteur belge](#)
- [Collège des cours et tribunaux](#)
- [Collège du Ministère public](#)
- [Senlex](#)

Tableau indicatif 2020

- [Tableau indicatif 2020](#)

Autres institutions nationales, européennes et internationales

1. Législation européenne – liens statiques

Liens statiques

Banque de données sur la législation européenne

- [Eur-lex - Point d'accès à la législation de l'Union européenne sur le web](#)
- [Eur-lex - Synthèses de la législation de l'UE](#)
- [Office de publication de l'Union européenne](#)
- [Portail européen e-Justice](#)
- [Sources pour retrouver des infos UE](#)
- [Just-Be-Europe](#)

Contact

Souhaitez-vous partager des informations ?

Souhaitez-vous également partager des sources ou informations avec vos collègues ? Faites-le nous savoir via redac_igo@igo-ifj.be. Il faut que ce soit de l'information qui peut être diffusée publiquement.